

GORÉE UPDATE: YOUTH VOICE

NUMERO SPECIAL :

Regard des jeunes leaders sur les défis sécuritaires en Afrique de l'Ouest





DANS CE NUMERO :

AVANT PROPOS	3
BENIN	4
BURKINA FASO	5
COTE D'IVOIRE	6
REPUBLIQUE DE GUINEE	7
GUINEE BISSAU	8
MALI	10
NIGER.....	11
SENEGAL	12
TOGO	14

AVANT-PROPOS

Dans le cadre de son programme *Consolidation de la Paix et Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest*, Le Goree Institute a organisé un atelier de formation de formateurs (FDF) sous le thème : « Leadership, Jeunes et Prévention des Conflits» qui s'est tenu du 24 au 28 juillet 2017, sur l'île de Gorée à Dakar (Sénégal). Cet atelier a réuni 22 jeunes leaders entre 18 et 35 ans travaillant pour des Organisations de la Société Civile (OSC) dans neuf pays de la sous-région à savoir: le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. L'objectif global de cette FDF était d'accréditer 22 formateurs de grande qualité sur la thématique, en effectuant un transfert effectif de compétences pour une bonne dissémination des principes régissant le leadership et la prévention des conflits en Afrique de l'Ouest.

Conscient de leur potentiel, le Goree Institute a souhaité donner l'opportunité aux jeunes de livrer leurs points de vue sur la situation sociopolitique et sécuritaire dans leurs pays respectifs ainsi que de dégager des pistes de solution. En prélude à cet atelier, Ils ont donc été soumis à un exercice de rédaction les amenant à:

1. Formuler une analyse de la situation politique, sociale et sécuritaire qui prévaut actuellement dans leurs pays respectifs;
2. Identifier les défis prioritaires auxquels leurs pays sont confrontés;
3. Exprimer des recommandations à l'endroit des autorités nationales, des institutions régionales et des organisations de la société civile dans leurs pays.
4. Identifier les actions pouvant être menées par les jeunes afin de contribuer à relever les défis sécuritaires et à prévenir les conflits dans leurs pays

Le présent document est donc la combinaison des exercices sélectionnés à raison d'un article par pays.

Bonne lecture...

BÉNIN



Prudence DAHODEKOU, a plus de 10 ans d'expérience dans les domaines de gouvernance, d'expertise en droits humains, d'expertise juridique, d'expertise en plaidoyer pour l'engagement de politiques publiques et de management électoral. Il fut successivement Secrétaire général et Vice-Président du Conseil d'Administration de West Africa Network for Peacebuilding (WANEP-Bénin). Pendant ces deux mandats, Prudence DAHODEKOU a été le référent juridique dans plusieurs projets de WANEP-Bénin. Prudence Il a conduit plusieurs missions de consultations dans les secteurs des droits humains, de gouvernance, de plaidoyer pour engagement de politiques publiques.

Quelle analyse faites-vous de la situation politique, sociale et sécuritaire qui prévaut actuellement dans votre pays ?

Au plan politique : On observe une tétanisation et une recomposition très timide de la classe politique qui se caractérise par une course de séduction du nouveau régime en place par des acteurs et formations politiques; par l'implosion des formations politiques traditionnelles et par l'étiollement de l'ancienne formation politique dominante sous le régime défunt.

Au plan social : Il est noté çà et là des ronchonnements et des grincements de dents causés par diverses opérations qualifiées de salubrité publique ou d'assainissement de la gouvernance publique : opérations de déguerpissement des terre-pleins centraux, la suppression de plusieurs offices ou structures d'État qualifiés de « budgétivore ».

Au plan sécuritaire : Des mesures sont prises par le nouveau régime pour faire disparaître ou réduire la menace sécuritaire. Aussi, une réforme devant aboutir à la création d'une force de police républicaine devant réunir en son sein la police et la gendarmerie nationales est en cours.

Quelles recommandations faites-vous aux autorités nationales, aux institutions régionales et aux organisations de la société civile de votre pays ?

- Créer une dynamique inclusive et méthodique autour du Programme d'actions du gouvernement (PAG pour une mise en œuvre efficace ;
- Accélérer les réformes pour la création de la police républicaine afin de mieux assurer la sécurité des personnes et des biens.

Selon votre analyse, quels sont les défis prioritaires auxquels votre pays est confronté ?

Les défis prioritaires du Bénin sont :

- la pauvreté qui est un phénomène à plusieurs facettes. Au Bénin, la pauvreté monétaire est prépondérante en milieu rural.
- la dynamisation de la classe politique : il doit s'agir des acteurs politiques qui animent véritablement la vie politique et publique.
- La disponibilité de l'énergie, de qualité, à un coût réduit et abordable : dans ce cas le Bénin doit prendre des mesures pour non seulement rationaliser son utilisation de l'énergie fossile, mais surtout faire contribuer les énergies renouvelables au mix énergétique (elles sont à 5% actuellement).



À votre avis, quelles actions les jeunes peuvent-ils mener pour contribuer à relever les défis sécuritaires et à prévenir les conflits dans votre pays ?

- Se faire former et former sur la prévention et la transformation des conflits, la sécurité, etc. ;
- Créer et rendre opérationnels des groupes de jeunes formés sur des indicateurs de sécurité et aptes à faire remonter les informations sensibles vers les autorités compétentes.

BURKINA FASO



Je m'appelle NAON Siriki, né le 31/12/1981 à Oury au Burkina Faso. Ancien VNU et célibataire sans enfant, je réside à Ouagadougou (Burkina Faso) et je suis un acteur engagé dans la promotion des droits humains, de la paix, du leadership et surtout la promotion des élections fiables et équitables en Afrique. Actuellement expert électoral (réquisition) à la Commission électorale nationale indépendante (CENI) du Burkina Faso, je suis également observateur international des élections avec l'U.A et la CEDEAO. J'ai bénéficié de plusieurs stages: Missions d'Observation des Elections (KAIPTC-Accra 2014), Management des élections (KAIPTC-Accra 2014), BRIDGE (UA-CENI BF 2014), Formation des Formateurs en leadership et prévention des conflits (Gorée Institute 2017), etc. Je suis titulaire d'un master en GRH et d'une licence en Sciences politiques et en droit (Université Ouaga2).

Quelle analyse faites-vous de la situation politique, sociale et sécuritaire qui prévaut actuellement dans votre pays ?

Le Burkina Faso est un pays qui a connu une insurrection populaire les 30 et 31 octobre 2014 et qui a mis fin au régime de Blaise Compaoré après plus de 27 ans au pouvoir. Après une transition de 13 mois avec un coup d'État, le pays a pu organiser des élections couplées en 2015 qui ont vu l'arrivée de l'actuel Président Kaboré au pouvoir. Mais dès son investiture, le pays a été frappé en plein cœur de sa capitale par des djihadistes. Et depuis ce moment, le pays fait l'objet de plusieurs attaques terroristes qui ont porté un coup dur à l'économie burkinabè. À côté de cela, il y a aussi l'avènement des groupes d'auto-défense (koglwéogo) qui se radicalisent en une justice parallèle et défient ainsi l'autorité de l'État. Sur le plan politique, le pouvoir fait une gestion « mouta mouta » qui a pour corollaire des mouvements sociaux qui entravent énormément le fonctionnement de l'administration publique.

Selon votre analyse, quels sont les défis prioritaires auxquels votre pays est confronté ?

Le Burkina Faso est confronté actuellement à un véritable défi sécuritaire et de gouvernance politique. En effet, en plus des attaques terroristes, nous assistons à une montée fulgurante de l'incivisme et à une absence quasi-totale de l'autorité de l'État. Les détournements de biens publics, la corruption et la gestion des dossiers en justice des anciens dignitaires du système Compaoré demeurent de véritables défis.

Quelles recommandations faites-vous aux autorités nationales, aux institutions régionales et aux organisations de la société civile de votre pays ?

L'État doit affirmer son autorité, passer aux actes concrets du développement et prendre les revendications des syndicats au sérieux.



À votre avis, quelles actions les jeunes peuvent-ils mener pour contribuer à relever les défis sécuritaires et à prévenir les conflits dans votre pays ?

Les jeunes peuvent entreprendre des actions telles que la sensibilisation aux bonnes pratiques, la conscientisation à un engagement citoyen, la formation des leaders en des repères sociaux devant impacter leur environnement positivement.

CÔTE D'IVOIRE



Je m'appelle SOULEYMANE Kouassi Adams, ivoirien né en 1988 et titulaire d'un Master 2 en Sociologie-Anthropologie. J'ai participé à plusieurs études de recherche scientifique. Je suis membre actif de la société civile ivoirienne depuis 2009 à travers des activités de formation, de sensibilisation et de développement. Aussi, j'ai participé à plusieurs ateliers de formation sur les thématiques de gouvernance, de socio-économie, de paix et de développement. Depuis mars 2015, je suis le Président du Réseau des Etudiants en Sociologie et en Anthropologie de Côte d'Ivoire (RESA-CI).

Quelle analyse faites-vous de la situation politique, sociale et sécuritaire qui prévaut actuellement dans votre pays ?

La situation politique de mon pays est actuellement marquée par les désaccords, les dissensions et la dislocation de la coalition politique au pouvoir. Cette situation est identique dans le principal parti de l'opposition de mon pays.

Au niveau social, bien que la croissance économique ait permis la construction de nombreuses infrastructures de base, les conditions de vie de la majorité de la population restent précaires.

Au niveau sécuritaire, la situation est fragile et préoccupante vu les récentes mutineries et la découverte des caches d'armes (armes de guerre) dans différents endroits du pays.

Quelles recommandations faites-vous aux autorités nationales, aux institutions régionales et aux organisations de la société civile de votre pays ?

- Aux autorités nationales, nous demandons qu'elles instaurent un dialogue sincère et inclusif entre les différents acteurs de la vie politique et civile du pays.
- Aux institutions régionales, nous leur demandons de jouer plus un rôle de prévention en s'investissant dans la résolution des désaccords et tensions politiques du pays.
- Aux organisations de la société civile, d'éviter d'être partisans et jouer ardemment le rôle d'alerte précoce.

Selon votre analyse, quels sont les défis prioritaires auxquels votre pays est confronté ?

Les défis prioritaires auxquels mon pays, la Côte d'Ivoire est confronté sont : la lutte contre l'exclusion et la xénophobie dans le partage des richesses du pays ; parvenir à une vraie réconciliation entre les ivoiriens et l'instauration d'un véritable dialogue entre les acteurs politique du pays.



À votre avis, quelles actions les jeunes peuvent-ils mener pour contribuer à relever les défis sécuritaires et à prévenir les conflits dans votre pays ?

Pour relever les défis sécuritaires et prévenir les conflits, les jeunes doivent davantage s'investir dans la lutte contre l'insécurité et être des acteurs de premier plan dans la prévention des conflits. Cela se fera à travers des formations de leurs camarades jeunes, des sensibilisations et des plaidoyers.

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE



Dynamique et soucieuse des délais, Nene Kadiatou Ahmed DIALLO a toujours été attirée par le monde des organisations non gouvernementales. Avec une bonne expérience et une forte ambition, elle a montré son professionnalisme dans la vie associative et la gestion des projets de développement où elle a occupé quelques postes dont : Chargée de Communication du Réseau Afrique Jeunesse Guinée (RAJGUI) ; Assistante Technique Projet de Sensibilisation financé par la CEDEAO et au Projet de renforcement des capacités sur l'éducation civique et citoyenne; Superviseur du Projet Assainissement et Curage des caniveaux du quartier Ratoma (Projet Filets Sociaux Productifs Banque Mondiale); Agent de Vérification et de Correction au Programme Pilote de Primes à la Performance pour Enseignants et Évaluation d'impact (BANQUE MONDIALE).

Quelle analyse faites-vous de la situation politique, sociale et sécuritaire qui prévaut actuellement dans votre pays?

Située en Afrique de l'Ouest, la Guinée s'étend sur une superficie de 245 860 km² ; Selon des estimations de la Banque mondiale de 2015, la population guinéenne s'établit à 12,6 millions d'habitants. Depuis l'indépendance le 2 octobre 1958, notre pays la Guinée, peine à acquérir une stabilité politique, sociale et sécuritaire. Malgré les élections de 2010 (considérées comme libres et transparentes) et la mise en place d'une assemblée, notre pays connaît une instabilité politique sans fin et celle-ci caractérisée par l'ethnisation de la couche sociale, la mauvaise gouvernance, la corruption, l'impunité et l'insécurité dans toutes ses formes. Sur le plan social, environ 55% de la population vit dans la pauvreté. Avec une forte diversité ethnique, les opinions politiques divisent une bonne partie de la population. Sur le plan sécuritaire, il reste à signaler que le pays connaît une insécurité grandissante tant chez le pauvre citoyen que les hauts cadres du gouvernement.

Quelles recommandations faites-vous aux autorités nationales, aux institutions régionales et aux organisations de la société civile de votre pays ?

Au vu des analyses et des défis cités ci-hauts, les recommandations sont : rétablir l'ordre et la cohésion sociale, instaurer un climat de dialogue afin qu'il y ait un équilibre social et politique, respecter les textes et lois pour lutter contre l'insécurité et l'impunité, mettre en place une politique de gestion saine et transparente, mettre la jeunesse dans l'accomplissement des projets de développement.

Selon votre analyse, quels sont les défis prioritaires auxquels votre pays est confronté ?

La Guinée, pays fragilisé par les divergences politiques est confronté à de nombreux défis mais les plus prioritaires restent : la lutte contre le chômage, la pauvreté et l'insécurité; la problématique de l'énergie et des infrastructures; la réforme de l'administration; l'instauration d'une bonne gouvernance, la transparence dans la gestion des ressources et une politique budgétaire saine ainsi que le rétablissement de l'ordre social.



À votre avis, quelles actions les jeunes peuvent-ils mener pour contribuer à relever les défis sécuritaires et à prévenir les conflits dans votre pays ?

Les jeunes doivent s'organiser pour se faire entendre dans la gestion publique puisque l'avenir de cette génération semble être confisqué pour des intérêts politiques individualistes ou groupaux. Aujourd'hui, il est temps que la jeunesse s'approprie les problèmes sociaux pour y apporter des solutions (sensibilisation, promotion de culture de la paix, la sécurité, etc.).

GUINÉE BISSAU



Nikolina Monteiro Manuel Carlos de Almeida est née à Bissau le 18.10.82. Dotée d'une grande expérience dans le domaine de l'administration, des finances et du secrétariat, elle a assumé entre autre les fonctions de Chargée de Projet de Médiation des Conflits dans la zone nord et d'Assistante de l'Administration et des Finances. En tant que membre du REMPSECAO, elle a participé à l'Atelier de formation sous régional Leadership des Jeunes et Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest et à la formation BRIDGE (module :Introduction à l'administration électorale et observation électorale) par le Goree Institute. Avec un bon sens organisationnel, elle est une femme professionnelle, efficace, responsable et donne toujours de bons résultats au milieu où elle opère.

Quelle analyse faites-vous de la situation politique, sociale et sécuritaire qui prévaut actuellement dans votre pays?

Le pays vit une situation politique caractérisée par l'instabilité et un déficit de dialogue entre les institutions de l'État (parlement et la présidence de la république). Il y a un manque de confiance et de communication entre ces deux institutions. En effet, il y a plus d'un an que le parlement ne fonctionne pas et le gouvernement travaille sans le programme et le budget d'État approuvé par les députés. Cependant, le travail du gouvernement a été apprécié par le FMI et la Banque Mondiale en se basant sur le fait qu'il y a un contrôle des recettes fiscales.

Le climat social, malgré un calme apparent, est tendu. Il y a de plus en plus de division dans la société, ceux qui supportent le président de la République et ceux qui supportent la direction actuelle du PAIGC, parti vainqueur de la dernière élection.

À propos de la sécurité, un renforcement de précaution est notable de la part du Ministère de l'Intérieur qui empêche les constantes demandes de manifestation pacifique de la part d'un groupe de la société civile autonome « Cidadãos Conscientes et Inconformados ». Celles-ci se terminent par des actes de vandalisme et des confrontations avec les forces d'ordres. Il y a aussi certaines figures nationales qui sont appelées à prêter dévouement auprès du Ministère Public par quelques affirmations faites aux medias.

Selon votre analyse, quels sont les défis prioritaires auxquels votre pays est confronté ?

Les défis majeurs du pays sont les reformes générales des appareils de l'État; la production et la répartition juste de la richesse par le développement de l'économie (diversification et transformation des produits agricoles) ainsi que assurer les services sociaux basiques (éducation, santé, eau potable, énergie, infrastructures, etc.). Aussi, il ne faut pas oublier d'encourager le dialogue entre les différents acteurs politiques et sociaux et penser à améliorer la situation des femmes et des jeunes.





Quelles recommandations faites-vous aux autorités nationales, aux institutions régionales et aux organisations de la société civile de votre pays ?

- Aux autorités nationales: Le pays doit définir ses priorités et trouver un compromis national en tenant en compte des réels besoins de sa population et mettre en place toutes les ressources pour y parvenir.
- Aux institutions régionales : respecter la spécificité du pays pour chaque problème auquel il est confronté et mettre en pratique les solutions présentées par les différents acteurs de la société; identifier la source de l'instabilité et mettre sur place tous les mécanismes et outils pour sa résolution.
- Aux organisations de la société civile: Avoir son propre agenda et ne pas se laisser instrumentaliser/corrompre par les politiciens ; connaître et définir le rôle qu'elles doivent jouer dans le pays.

À votre avis, quelles actions les jeunes peuvent-ils mener pour contribuer à relever les défis sécuritaires et à prévenir les conflits dans votre pays ?

Les jeunes doivent chercher à améliorer leurs capacités et compétences pour une intervention plus efficace et utile dans la vie publique; défendre leurs droits et leurs intérêts (éducation, emploi, place dans les instances de décision du pays). Ils devraient également collaborer avec les institutions de sécurité dans la dénonciation des actes qui peuvent miner la paix et la sécurité des citoyens. Il est nécessaire que la Politique Nationale de la Jeunesse soit adoptée.

Udé Fati est née le 11 Juillet 1976 à Bissau. Elle détient un diplôme de formation supérieure en économie de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM) et possède des compétences en comptabilité - gestion qu'elle a mis en pratique lors de son parcours professionnel varié. Depuis 2010, elle est chercheuse assistante au sein de « Voix de la Paix, Initiative Pour la Consolidation de la Paix en Guinée-Bissau » où elle s'occupe de la recherche sur le terrain, l'élaboration des projets, l'organisation des ateliers ; etc. En Août 2016, elle a fait une communication sur l'émancipation économique des femmes, exemple de la Guinée-Bissau lors du premier Forum des Femmes Maliennes. Udé Fati présente des programmes radio sur les figures de paix au niveau mondial et travaille avec les jeunes dans un groupe de réflexion qu'elle a créé suite à une recommandation du Goree Institute en 2016. Elle représente la Plateforme Internationale de Dialogue New Deal en tant que point focal société civile et fait partie du réseau des femmes médiatrices de conflit en Guinée-Bissau. Udé Fati est une personne responsable avec des aptitudes de leadership et d'adaptation dans différents environnements culturels et sociaux.



MALI



Née le 11 Aout 1991 à Kayes, Aissata BOCOUM, est détentrice d'une maîtrise en Anglais « unilingue » de la Faculté des Lettres, Langues et des Sciences du Langage (FLSL). Depuis plusieurs années, elle évolue dans le monde des organisations de la société civile au sein desquelles, elle occupe divers postes dont : Secrétaire à la communication de la FENACOF-Mali, Secrétaire chargée de la décentralisation et des affaires locales. Elle est membre de plusieurs organisations dont le Parlement Africain des Jeunes et l'Association Malienne pour la Paix et le Salut. Aissata parle le Français, l'Anglais et le Bambara; elle a comme loisir la Lecture, le voyage, la Musique et le Sport.

Quelle analyse faites-vous de la situation politique, sociale et sécuritaire qui prévaut actuellement dans votre pays ?

Depuis le déclenchement de la crise dans la partie septentrionale du Mali en 2012 suite aux attaques de mouvements djihadistes, le contexte socio-politique et sécuritaire du pays est resté fragile et volatile. Et ce, en dépit de tous les efforts déployés par les pouvoirs publics, la communauté nationale et internationale pour mettre un terme au problème. Ensuite, cette crise qui était longtemps restée concentrée dans le Nord du pays, commence depuis quelques temps à gagner le centre du pays où des conflits intercommunautaires récurrents risquent d'exacerber la menace djihadiste. Les attaques asymétriques, la violence, la circulation illégale d'armes, les tensions sociales profondes et les trafics de tous genres ont fait leur terreau, présentent des risques potentiels de déclenchement de conflits.



Selon votre analyse, quels sont les défis prioritaires auxquels votre pays est confronté ?

Selon mon analyse, mon pays est confronté à de nombreux défis tels que : la corruption ; la délinquance juvénile ; le chômage ; le radicalisme ; la santé ; la vastitude du territoire national ; l'instabilité structurelle et politique autour du Mali et les conflits d'intérêts et de leadership.

Quelles recommandations faites-vous aux autorités nationales, aux institutions régionales et aux organisations de la société civile de votre pays ?

Aux autorités nationales :

- Mobiliser les communautés afin de bâtir un élan de sécurité

Aux institutions régionales:

- Mettre en place un partenariat fécond entre les différents acteurs dans la lutte contre l'insécurité

Aux organisations de la société civile:

- Veiller à rester impartiale et apolitique
- Veiller à ce que les promesses de campagne soit tenues

À votre avis, quelles actions les jeunes peuvent-ils mener pour contribuer à relever les défis sécuritaire et à prévenir les conflits dans votre pays ?

- Se positionner en tant qu'acteurs pour la consolidation de la paix en organisant des échanges entre eux
- Organiser des rencontres intergénérationnelles
- Renforcer leurs capacités (formation des jeunes) sur les fondamentaux du mécanisme d'alerte précoce
- Mettre en place des dispositifs communautaires fonctionnels et efficaces qui permettront de prévenir les conflits et désamorcer les tensions avant qu'ils ne débouchent sur la violence (avec l'implication des organisations communautaires, des organisations de la société civile, les organisations de jeunes et de femmes, les élus locaux ainsi que tous acteurs majeurs de la communauté).

NIGER

Ramatou Ibrahim Yacouba est membre de l'ANDDH : Association Nigérienne pour la Défense des Droits de l'Homme ainsi que de l'AFJN : Association des Femmes Juristes du Niger.

Quelle analyse faites-vous de la situation politique, sociale et sécuritaire qui prévaut actuellement dans votre pays ?

Sur le plan politique, à l'heure actuelle on note une certaine accalmie voire un certain désintéressement de la classe politique nigérienne à la chose publique depuis la réélection du Président Issoufou Mahamadou en Mars 2016, à l'issue d'un processus électoral auquel l'opposition avait refusé de prendre part au deuxième tour. Le chef de file de l'opposition s'est exilé en France et celui du deuxième grand parti de l'opposition a regagné le camp de la majorité.

Sur le plan social, la pauvreté est perceptible et les camps de déplacés se propagent dans le pays.

Sur le plan sécuritaire la situation est préoccupante. On peut dire qu'il y a péril en la demeure. La radicalisation se propage et le terrorisme sévit dans le pays. La secte Boko Haram terrorise le sud-est du pays créant la désolation sur son passage (attaques d'objectifs militaires, pillages de villages, meurtres de populations, incendies, enlèvements de personnes). À l'ouest du pays les mouvements terroristes venant du Mali voisin tels que le MNLA, Ansar dine et AQMI sèment la terreur par leurs attaques intempestives suivies de replis. L'instabilité en Libye rend le nord du pays précaire.

Selon votre analyse, quels sont les défis prioritaires auxquels votre pays est confronté ?

Selon moi, le premier défi auquel le Niger reste confronté est sécuritaire. Il faut relever ce défi pour la survie même de l'État. Ensuite, lutter contre la pauvreté qui demeure la cause de beaucoup de maux (extrémisme violent, analphabétisme, chômage, corruption, etc.).



Quelles recommandations faites-vous aux autorités nationales, aux institutions régionales et aux organisations de la société civile de votre pays ?

- Aux autorités nationales, je leur dirai de prendre très au sérieux la menace sécuritaire en mettant toutes leur énergie et les ressources nécessaires pour la juguler et mettre l'accent sur toutes les politiques ayant pour but de lutter contre la pauvreté
- Aux organisations et institutions régionales, je leur recommanderais une intégration encore plus poussée à l'image de celle de l'Union Européenne, par exemple.
- Aux organisations de la société civile je leur recommanderais de rester sur leur ligne de conduite (l'engagement citoyen et le bien-être du peuple) en évitant surtout de rentrer dans le jeu des politiciens, qui est par essence la quête du pouvoir politique.



À votre avis, quelles actions les jeunes peuvent-ils mener pour contribuer à relever les défis sécuritaires et à prévenir les conflits dans votre pays ?

- Se former
- S'engager davantage dans les actions citoyennes
- S'engager dans l'action politique
- Abandonner l'usage de la violence dans le règlement des conflits.

SÉNÉGAL



Je suis coordonnateur du Département d'Alerte d'Urgence et d'Assistance aux victimes au sein de la Raddho (Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme). Engagé depuis plus de 5 ans dans la promotion et la défense des droits humains, je suis un fervent défenseur des personnes vulnérables et plus spécifiquement des femmes et des enfants. Je suis titulaire d'un Master en Sciences politiques et en Relations Internationales. Je coordonne des projets relatifs à la lutte contre la torture et sur l'élimination de la mendicité des enfants. Je suis passionné par les technologies de l'information et de la communication qui, selon moi, ont démocratisé les connaissances et facilité la circulation de l'information. Blogueur à mes heures perdues, j'adore lire et découvrir d'autres cultures.

Quelle analyse faites-vous de la situation politique, sociale et sécuritaire qui prévaut actuellement dans votre pays ?

Bien qu'ayant connu pacifiquement deux alternances politiques, le Sénégal fait face néanmoins à plusieurs défis qui vont de la politique à l'économie en passant par la gouvernance, la sécurité, l'environnement et au plan social. En effet, le Sénégal est connu pour sa tradition démocratique, ce qui cache mal, des contentieux électoraux profonds à l'approche de chaque élection. L'actualité au Sénégal est dominée par les défaillances et les erreurs notées dans la confection et la distribution des cartes d'électeurs, ce qui provoque un climat lourd de suspicion et dont les résultats risquent d'être sérieusement contestés. Au plan de la gouvernance, un grand débat sur la transparence dans le secteur de l'exploitation des ressources naturelles se pose avec son lot d'accusations de détournement, de la corruption, des conflits d'intérêt et du népotisme. La découverte récente d'importants gisements de pétrole et de gaz met le Sénégal sous le feu des projecteurs car les ressources naturelles peuvent constituer des leviers de développement mais également des facteurs de déstabilisation.

Au plan économique, le chômage des jeunes constitue un grand défi auquel les autorités étatiques devraient s'attacher rapidement au risque de les voir s'adonner à des activités délictueuses. En effet, la jeunesse sénégalaise est de plus en plus tentée par l'immigration clandestine mais également de s'engager dans des réseaux criminels tels que le terrorisme, ou le trafic de la drogue. Au plan sécuritaire, les autorités sénégalaises prennent très au sérieux la menace terroriste qui a déjà touché plusieurs pays de l'Afrique de l'ouest. Pour preuve, le Sénégal a emprisonné plus d'une dizaine de personnes accusées d'appartenir ou d'être en contact avec des réseaux terroristes.

Selon votre analyse, quels sont les défis prioritaires auxquels votre pays est confronté ?

Comme mentionné plus haut, les défis auxquels le Sénégal est confronté sont la bonne gouvernance dans le secteur des ressources naturelles. En effet, les soupçons de corruption, de népotisme et de braquage des ressources naturelles peuvent être des sources de conflit comme c'est le cas dans plusieurs pays. De plus, le chômage des jeunes est également source d'inquiétudes. En effet, les jeunes sont de plus en plus désemparés car ne trouvant pas d'emplois, ils deviennent de plus en plus faciles à embriquer dans des réseaux criminels et de trafic de drogues et ou autres produits prohibés. Ils deviennent de plus en plus nombreux à vouloir tenter l'immigration clandestine avec ses conséquences dramatiques. Le respect des droits humains et plus spécifiquement des droits des enfants constitue également un grand défi. Le Sénégal manque à ses obligations internationales et régionales en laissant des milliers d'enfants sans aucune protection au service d'adultes véreux avec des conséquences néfastes sur leur survie et leur développement. La question du dialogue politique et des contentieux électoraux doivent également être inscrits au centre des préoccupations car porteurs des germes de conflit. Au niveau social et environnemental, la question du foncier est devenue une question sérieuse à laquelle des solutions urgentes devront être apportées. L'actualité au Sénégal de ces dernières années est traversée par des manifestations de populations dont leurs terres ont été expropriées. A cela s'ajoute, des particuliers qui sont régulièrement victimes d'expropriation de leurs maisons.

Quelles recommandations faites-vous aux autorités nationales, aux institutions régionales et aux organisations de la société civile de votre pays ?

- Les autorités étatiques doivent:
 - Prendre les mesures idoines pour la transparence dans l'exploitation des ressources naturelles (En renforçant la législation qui encadre la gestion du secteur) ;
 - S'engager à lutter contre l'impunité et éviter l'application d'une justice sélective voir arbitraire.
 - Favoriser davantage la transparence dans le processus électoral en instaurant un dialogue permanent avec toutes les parties prenantes.
- Les institutions internationales doivent veiller à l'application des engagements auxquels le Sénégal s'est souscrit et renforcer le plaidoyer pour une coopération plus soutenue entre les différents pays du continent.
- La Société Civile doit continuer à sensibiliser la population afin d'avoir une masse critique de citoyens capable d'exiger leurs droits et sachant faire le contrôle citoyen et le suivi des politiques publiques.



À votre avis, quelles actions les jeunes peuvent-ils mener pour contribuer à relever les défis sécuritaires et à prévenir les conflits dans votre pays ?

Les jeunes doivent:

- Renforcer leur engagement et leur participation dans tous les secteurs d'activités ;
- Favoriser le dialogue et le partage d'expériences entre les jeunes des différents pays du continent;
- Être des acteurs de changement (changement social, les pratiques culturelles néfastes, etc.) et porteurs d'initiatives de développement (entrepreneurs, créateurs, etc.)
- S'engager dans la prévention et la gestion des conflits et le maintien de la paix.
- Favoriser le transfert des compétences par les pairs à travers des actions de formation, de sensibilisation et de communication.

TOGO



Je m'appelle Adjo Mawuto OTOUFO. Née le 9 Octobre 1978 à Atakpamé au TOGO, j'ai fait des études en Droit à l'Université de Lomé (2^e année de licence). En 2012, j'ai été certifiée comme Éducatrice aux Droits de l'Homme par Equitas au Canada à la 33^{ème} Session Internationale de Formation en Droits de l'Homme.

Je dispose également assez d'expérience en matière d'observation électorale et de monitoring des droits de l'Homme pour avoir travaillé avec le Gorée Institute du Sénégal, la SYCED du Togo et le HCDH Bureau du Togo. Je suis accréditée par le Gorée Institute comme Facilitatrice Bridge semi accrédité (2013) et Facilitatrice accréditée en prévention et gestion des conflits (2017).

Quelle analyse faites-vous de la situation politique, sociale et sécuritaire qui prévaut actuellement dans votre pays ?

Le Togo connaît actuellement une instabilité sociopolitique et sécuritaire qui ne dit pas son nom. La cohésion sociale est fortement menacée par un climat trompeur de paix et de tranquillité. En effet, plusieurs facteurs fragilisant la stabilité sociopolitique et sécuritaire sont à relever :

- L'absence d'alternance : Elle est au cœur des luttes qui opposent les filles et fils du pays. Le pouvoir en place refuse d'aller aux réformes constitutionnelles qui devraient aboutir à la limitation du mandat présidentiel.
- Un processus de réconciliation biaisé : En plus de la lenteur observée dans la mise en œuvre des recommandations de la CVJR, les présumés auteurs accusés de crime contre l'humanité et cités dans les différents rapports dont ceux de l'ONU, de la Fédération Internationale des ligues des droits de l'Homme, de la CVJR, etc. n'ont jamais reconnu les charges retenues contre eux. Le comble, à la veille du 57^{ème} anniversaire des indépendances, le chef de l'État a octroyé au major KOULOUM Bilizim une distinction honorifique l'élevant ainsi au rang d'officier de l'ordre du mono.
- La lenteur dans le processus de décentralisation : la question des élections municipales reste un enjeu important pour le Togo car on voit clairement que les présidents des délégations spéciales nommés ne se sentent pas vraiment responsables devant leurs administrés.
- Les injustices sociales : les biens du pays sont toujours accaparés par une minorité qui devient davantage riches au détriment des plus pauvres qui deviennent davantage pauvres et rien n'est fait par les institutions compétentes pour corriger cet état de choses. Elles sont indifférentes.

- La justice judiciaire non indépendante : En guise d'illustration du manque d'indépendance et d'inefficacité de la justice sur certaines questions, nous mentionnons l'incapacité de cette dernière par exemple à faire la lumière sur les grands incendies des marchés de Lomé et de Kara et sur d'autres affaires similaires au sujet desquels continuent de circuler des hypothèses contradictoires.
- Une opposition déchirée et dépourvue de stratégies politiques adéquates : il y a trop de querelles intestines et l'opposition est jusqu'alors incapable d'offrir une alternative sérieuse aux populations.
- Le chômage des jeunes : Malgré les efforts du gouvernement en matière de la promotion des jeunes, le chômage reste au cœur des problèmes de la jeunesse togolaise.
- Les OSC togolaises ne sont pas toutes aussi puissantes pour constituer un contrepoids digne de ce nom vis-à-vis du politique.
- La dégradation des valeurs civiques : on note un manque cruel de respect des valeurs civiques par la population togolaise qui est très peu éduquée sur ses droits et responsabilités en tant que citoyen.
- L'inégalité des genres : la sous-représentativité des femmes aux instances décisionnelles reste un grand défi à relever au Togo.



Selon votre analyse, quels sont les défis prioritaires auxquels votre pays est confronté ?

- Les réformes institutionnelles et constitutionnelles en vue de la limitation du mandat présidentiel constituent une urgence.
- La prise au sérieux du processus de réconciliation en évitant de poser des actions qui entachent la crédibilité du processus ;
- L'organisation des élections locales qui doivent être conduites avec diligence et de manière participative ;
- La responsabilisation de l'opposition ;
- Le combat contre l'impunité et la corruption ;
- La promotion du leadership féminin, de l'emploi des jeunes et surtout l'entrepreneuriat ;
- L'éducation des citoyens sur leurs droits et devoirs et sur la promotion des comportements civiques.

Quelles recommandations faites-vous aux autorités nationales, aux institutions régionales et aux organisations de la société civile de votre pays ?

- Prendre au sérieux le processus de réconciliation en évitant de poser des actions qui sont en contradiction avec l'esprit du processus ;
- Organiser les élections locales : qui doivent être conduites avec diligence et de manière participative ;
- Mettre en place des programmes consistants d'Éducation des citoyens au sujet de leurs droits et leurs devoirs ainsi qu'à la promotion des valeurs civiques ;
- Veiller à l'application stricte par l'État togolais de la charte africaine Charte Africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance ;
- Faire un suivi au gouvernement par rapport à la mise en œuvre des recommandations de l'EPU ;
- Résister aux manipulations des politiques afin de garantir sa crédibilité vis-à-vis de la population à la base.

À votre avis, quelles actions les jeunes peuvent-ils mener pour contribuer à relever les défis sécuritaires et à prévenir les conflits dans votre pays ?

- Se constituer en plateformes pour des actions concertées ;
- S'intéresser davantage à la vie publique ;
- Se professionnaliser pour être incontournables et mériter les postes ;
- Mener des actions de plaidoyer pour se faire entendre et agir sur les politiques de développement ;
- Éduquer leurs pairs et résister à la manipulation des hommes politiques ;
- Dénoncer les inégalités et injustices (porte-parole des sans voix).





Résidence Bibi, rue des Gourmets, Ile de Gorée BP 05, Gorée, Dakar - Sénégal
Tél.: (221) 33 849 48 49 / Fax : (221) 33 822 54 76
Email : info@goreeinstitute.org - Site web : www.goreeinstitut.org